



## PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial  
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

### ARRÊTÉ

du **19 JUIN 2019**

mettant la société Sablière de Steinbourg en demeure  
de respecter les prescriptions pour l'exploitation de la carrière située à Steinbourg

Le Préfet de la Région Grand Est  
Préfet de la Zone de défense et de sécurité Est  
Préfet du Bas-Rhin

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-1, L.171-7, L.171-8, L.181-46 et R.181-43 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018 autorisant la société Sablière de Steinbourg à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière de sables sur les sites de « Monsau » et « Heide », à exploiter des installations de traitement des matériaux, une station de transit de produits minéraux et déchets inertes et à réaménager par remblaiement avec des déchets inertes les fosses d'extraction sur la commune de Steinbourg ;
- Vu la demande de la société Sablière de Steinbourg en date du 15 juin 2017 relative à l'autorisation d'exploiter et d'étendre la carrière ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 mai 2019, transmis à l'exploitant ;
- CONSIDÉRANT que la société Sablière de Steinbourg a été autorisée à exploiter une carrière par arrêté préfectoral du 19 juillet 2018 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article 6.8 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018 susvisé dispose que des points de prélèvement sont aménagés aux points de rejet des fossés internes dans les fossés externes ; que les points de prélèvement n'ont pas été aménagés ;

CONSIDÉRANT que l'article 6.9 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018 susvisé dispose que les eaux souterraines sont prélevées au moins deux fois par an ; que les eaux souterraines n'ont pas été prélevées depuis l'obtention de l'autorisation ;

CONSIDÉRANT que l'article 6.9 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018 susvisé dispose que l'exploitant surveille et entretient les piézomètres de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par leur intermédiaire ; que les piézomètres ne sont pas verrouillés et qu'en conséquence des substances polluantes pourraient y être introduites ;

CONSIDÉRANT que l'article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018 susvisé dispose que l'exploitant établit un plan d'exploitation comportant différentes informations ; que les informations listées à l'article 13.4 précité ne sont pas toutes présentes sur le plan du 30/08/2018 établi par Sogeca ; que la société Sablière de Steinbourg n'a pas fait réaliser de coupes ;

CONSIDÉRANT que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé dispose que l'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable par laquelle il s'assure notamment que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron, ni amiante ; qu'au travers de sa procédure d'acceptation préalable, l'exploitant ne s'assure pas que les déchets d'enrobés bitumineux ont fait l'objet de tests montrant qu'ils ne contiennent ni goudron, ni amiante ;

CONSIDÉRANT que l'article 9.4 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018 susvisé dispose qu'avant la livraison ou au moment de celle-ci, l'exploitant demande au producteur de déchets un document indiquant notamment l'origine des déchets, le nom et les coordonnées du producteur de déchets, des éventuels intermédiaires et du transporteur ; que l'origine précise des déchets n'est pas spécifiée (seule la commune du chantier est indiquée) ; que les coordonnées des producteurs, intermédiaires et transporteurs ne sont pas précisées ;

CONSIDÉRANT que l'article 9.6 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018 susvisé dispose qu'un contrôle visuel et olfactif est réalisé par l'exploitant lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés ; qu'il a été constaté que ces contrôles ne sont pas systématiquement réalisés au déchargement du camion ;

CONSIDÉRANT que l'article 9.6 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018 susvisé dispose que la zone de déchargement des bennes de déchets inertes fait l'objet d'un affichage et de délimitations ; qu'il n'existe pas d'affichage et que la zone n'est pas délimitée ;

CONSIDÉRANT que l'article 9.8 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018 susvisé dispose que l'exploitant tient à jour un registre d'admission des déchets où il enregistre notamment le résultat du contrôle visuel ; que le résultat des contrôles visuels n'est pas enregistré ;

CONSIDÉRANT que l'article 18.1.II de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé dispose que le stockage de produit liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est réalisé sur rétention ; qu'il a été constaté que des fûts d'huiles et des bidons contenant des substances dangereuses n'étaient pas entreposés sur des rétentions ;

CONSIDÉRANT que l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé dispose que le danger est signalé par des pancartes placées à proximité des zones clôturées ; qu'il n'existe pas de pancarte au niveau de la partie nord de la zone « Monsau » ;

CONSIDÉRANT que l'article 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé dispose que l'exploitant assure une surveillance des retombées des poussières ; que l'exploitant n'assure pas cette surveillance ;

CONSIDÉRANT cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : La société Sablière de Steinbourg, dont le siège social se trouve zone industrielle « le Ried », 67850 Herrlisheim, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour l'installation qu'elle exploite à Steinbourg :

- Article 6.8 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :  
*4 points de prélèvement des eaux pluviales sont aménagés aux points de rejets des fossés internes dans les fossés externes bordant le site (voir étude d'impact tome 2 figure 23).*

- Article 6.9 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :  
*L'exploitant surveille et entretient les piézomètres de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par leur intermédiaire.*

*Les eaux souterraines sont prélevées dans les piézomètres par un laboratoire agréé au moins deux fois par an, période de hautes eaux et basses eaux.*

- Article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :  
*L'exploitant établit un plan à une échelle au moins aussi précise que le 1/1000, orienté. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert et doit indiquer :*
  - [...].*

- Article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :  
*L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :*

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;*
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;*
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.*

- Article 9.4 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

*Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :*

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET,
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET,
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET,
- l'origine des déchets,
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets,
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

*Ce document est signé par le producteur des déchets et par les différents intermédiaires, le cas échéant.*

- Article 9.6 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

*Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'établissement et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.*

*Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversement des bennes qui les transportent. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations qui permettent de la situer.*

- Article 9.8 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2018, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

*L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté ministériel du 29 février 2012 susvisé, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :*

- l'accusé d'acceptation des déchets,
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 9.6 et celui de la vérification des documents d'accompagnement,
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

- Article 18.1.II de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

*Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

*Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.*

*Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.*

- Article 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

*L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.*

- Article 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

*L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées des poussières.*

**Article 2 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de cette mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3 :** La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg par voie postale (31 avenue de la paix, 67000 STRASBOURG) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saverne et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Sablière de Steinbourg par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Steinbourg.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe



Nadia IDIRI

